

• Interview/Ecobank Burkina Faso

« FINANCER L'ÉCONOMIE NATIONALE POUR RENFORCER SA COMPÉTITIVITÉ »

Cheick Travaly, administrateur directeur général d'Ecobank Burkina Faso, se dit satisfait par le PNB 2015, qui a progressé de 9 %. Il se félicite par ailleurs du dialogue qui se renforce entre le gouvernement et le secteur bancaire.

Marchés Africains : Pourquoi avoir déclaré être « moyennement satisfait » alors que la banque venait de réaliser en 2015 un résultat net bénéficiaire de 4, 515 milliards de FCFA et affichait une croissance du total bilan en progression de 16 % ?

Cheick Travaly : Malgré les deux années difficiles que nous venons de traverser, nous avons réussi à faire progresser Ecobank et à consolider son leadership en termes de total bilan, de volumes de dépôts collectés et de crédits distribués. Nous demeurons la 1^{re} banque, et ceci est un motif de satisfaction et de fierté légitimes. Cependant, même si notre résultat net ressort bénéficiaire de 4,515 milliards de FCFA au terme de l'exercice 2015, il n'en demeure pas moins qu'il est en net retrait par rapport à notre performance de 2014. Cette situation est la résultante de gros efforts d'assainissement de notre portefeuille, dont la qualité s'était dégradée suite au ralentissement de l'activité économique que nous avons observé.

Ecobank reste donc numéro un sur le marché. Quel a été le comportement des autres indicateurs sur l'exercice 2015 par rapport à 2014 ? Progressant de 15 % en une année, les dépôts collectés atteignent 492 milliards de FCFA, contre 429 milliards en 2014. Le volume des crédits distribués progresse de 4 %, passant de 352 à 365 milliards de FCFA sur la période. Le Produit net bancaire (PNB) a enregistré une progression annuelle de 9 % pour s'établir à 38,374 milliards de FCFA, contre 35,123 milliards un an plus tôt. Cette évolution est soutenue aussi bien par la croissance de la marge d'intermédiation, qui s'est améliorée de 11 % sur une année, que par celle des produits de commissions qui ont progressé en rythme annuel de 9 %. Il faut



Cheick Travaly,
administrateur directeur
général d'Ecobank
Burkina Faso.

également noter que la banque a tiré avantage de ses opérations sur titres de placement, dont la valeur globale atteint désormais 150 milliards de FCFA, contre 102 milliards en 2014. Par ailleurs, le nombre de clients qui nous font confiance continue de progresser. En effet, plus de 24 000 nouveaux clients nous ont rejoints en 2015. Je note également un engouement grandissant pour l'utilisation de nos produits d'électronique bancaire. À titre d'exemple, à la fin de l'année dernière, nous avions plus de 89 000 porteurs de cartes, soit une progression de 20 % en l'espace d'un an.

Pourquoi la banque a-t-elle adopté lors du dernier conseil d'administration huit résolutions pour l'exercice en cours, et renforcé dans le même temps le CA par la nomination de deux nouveaux administrateurs ?

L'assemblée générale ordinaire a effectivement adopté huit résolutions lors de sa réunion annuelle tenue le 18 avril 2016 au cours de la session qui a approuvé les comptes 2015. La nomination de nouveaux administrateurs a été faite en application des règles de gouvernance en vigueur au sein de notre institution. Le groupe Ecobank a mis en place, au cours de l'année 2015, une nouvelle charte de gouvernance qui a fixé des règles conformes aux normes et standards internationaux devant régir le groupe et ses filiales en matière de gouvernance d'entreprise. En application de cette charte, des candidats ont fait l'objet de sélection selon des critères clairement définis pour venir renforcer le conseil d'administration dans la perspective du départ effectif ou prochain de certains administrateurs arrivant au terme de leur mandat à la clôture de l'exercice 2016.

La banque a aussi déclaré avoir mis l'accent sur le domaine agricole, avec une augmentation du montant des financements des outils de production. Dans le détail, quels sont les montants des crédits consentis auprès des agriculteurs par Ecobank Burkina Faso ?

Ecobank Burkina Faso, après le rachat de l'ex-Banque agricole et du commerce du Burkina (BACB) en 2009, s'était engagée auprès des autorités à poursuivre et à renforcer ses interventions dans le secteur agricole. Toute chose légitime pour une institution panafricaine au regard de la place qu'occupe le secteur agricole au Burkina. À ce jour, cet engagement est effectivement tenu. À titre illustratif